

NI ÉLECTIONS NI RÉSIGNATION, ORGANISONS LA RIPOSTE SOCIALE!

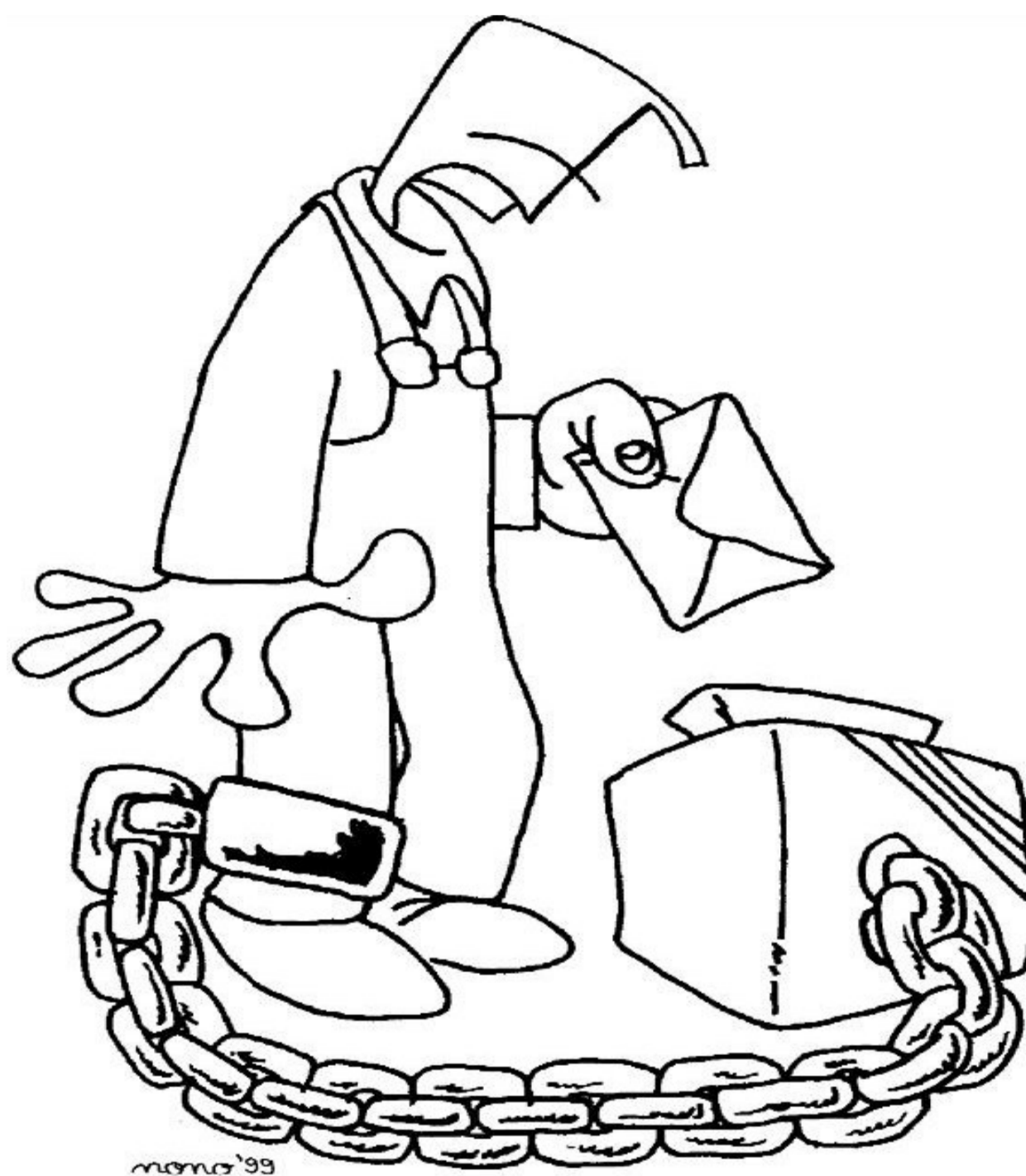
Edito

Freescale (ex Motorola) à Toulouse, Caterpillar à Grenoble, Molex à Villemur, Continental à Clairoix, autant d'entreprises dont les noms évoquent aujourd'hui les plans de licenciements et de fermetures de site qui frappent de plus en plus de salarié-es depuis qu'à éclaté la dernière crise. La Crise, qui nous dit-on, est à la source des difficultés de trésorerie des entreprises qui licencient, qui usent et abusent du chômage partiel.

La ficelle est si grosse, les propagandes patronales et étatiques sont si grotesques que la plupart des salarié-es ne se font aucune illusion sur leur sort à l'issue des plans « sociaux ». Il n'y a guère que les directions syndicales pour croire ou pour nous faire croire qu'il pourrait y avoir quelque part une volonté de sauver des emplois. Les travailleurs et les travailleuses qui ne vivent que du fruit de leur labeur ont bien compris que le patronat et en particulier celui des grandes entreprises multinationales n'agit que pour préserver ou maximiser ses bénéfices.

Ce constat étant fait, ceux et celles qui sont jetés à la rue n'ont plus qu'à vendre chèrement leur peau. Si les patrons veulent nous virer, eh bien qu'ils envoient la monnaie !

Excédés par les parachutes dorés et les primes de bienvenue millionnaires que se



distribuent les managers, les managés en route pour le chômage ne veulent plus se laisser bourrer le mou par les charlatans de la finance et les bonimenteurs politiques.

Si les directions syndicales affichent clairement leur crainte d'un embrasement social, les politicards de service se pres-

sent auprès des travailleurs en lutte. Qui pour se refaire une virginité, qui pour se présenter comme leur nouvelle chance. PS, PC, Front de Gauche, NPA, tous cherchent à surfer sur la vague de la crise sociale. Après le premier mai syndical, viennent les élections européennes et ils comptent tous tirer leurs marrons du feu : à chacun ses bénéfices !

Historiquement, le premier mai trouve sa source dans les luttes ouvrières commencées au 19ème siècle. Progrès social, entraide, solidarité, égalité économique et sociale, santé et éducation libre et gratuite pour toutes et tous, tels étaient les objectifs qui guidaient ces luttes à vocation émancipatrices. L'abolition du salariat et la révolution sociale et libertaire étaient à l'ordre du jour il y a un peu plus d'un siècle.

Force est de constater que ces rêves et ces nécessités sont toujours d'actualité : il est urgent de s'organiser pour en finir avec un monde fondé sur les inégalités sociales et économiques. C'est à nous tous et à nous toutes qu'il appartient de nous construire un autre futur. Le chemin pour y parvenir ne passe assurément pas par les illusions politico-électorales.

Toulouse, mai 2009

LES PRATIQUES AUTOGESTIONNAIRES DANS LES LUTTES ÉTUDIANTES

L'autogestion c'est le moyen par lequel, dans un groupe ou une collectivité, les décisions sont prises directement par les membres du groupe ou de la collectivité et par personne d'autre. Au niveau pratique, cette démarche favorise l'aptitude à s'organiser sans dirigeants, la transparence des décisions prises par le groupe et un fonctionnement horizontal avec mise en place de la démocratie directe. Cette année encore, les étudiants se mobilisent contre la loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU) et plus généralement contre tout un proces-

sus visant à privatiser le système universitaire. Ce combat contre la fac du capital met bien en avant le ras-le-bol de la jeunesse face à un État qui tend toujours plus à formater une masse au service des plus riches, à fabriquer de la chair à patrons. Nous, anarchistes, ne pouvons que nous enthousiasmer pour la lutte des étudiants contre le capitalisme et contre l'ordre établi. Lutte encore plus remarquable et intéressante dès lors qu'elle revêt la forme autogestionnaire.

L'autogestion comme valeur acquise des luttes étudiantes

Dans la plupart des universités mobilisées, ce mode d'organisation de la lutte sous la forme du comité de grève apparaît comme un automatisme. Il se crée de fait un comité sans hiérarchie, avec cette volonté que chacun puisse participer à la construction du mouvement sur un même pied d'égalité. Ainsi, les diverses tâches (rédaction de tracts, travail d'information, contact avec la presse ...) sont réparties en

Infos&Analyses Libertaires

SOMMAIRE du N° 77

Page 2

**Ne votons pas aux Européennes,
votons la grève reconductible**

Page 3

**Droits des femmes:
des conquêtes menacées**

Page 4

**Appel pour un camp no border
23-29 juin**

Contacts C.G.A.

Suite de la page 1...

commissions, dans lesquelles tout le monde peut s'investir à manière égale. Les étudiants soulignent le fait que ces fonctions ne doivent pas entraîner une spécialisation des individus qui y participent mais, au contraire, favoriser une rotation à l'intérieur de ces commissions. De plus, les luttes dans les facs se concrétisent de façon presque systématique par une réappropriation des locaux universitaires. A l'usine, les ouvriers reprennent leur outil de travail; les étudiants, eux, reprennent leur lieu d'étude. Et encore une fois, la gestion de l'occupation est le fait même des seuls étudiants grévistes. Les tâches, afin que la vie en collectivité se passe au mieux, sont elles aussi réparties de façon horizontale et redistribuées dans des commissions autres que celles qui construisent la grève. Elles sont pourtant tout aussi essentielles.

Les assemblées générales étudiantes mettent bien en évidence le choix d'une démocratie directe adoptée sans problème par la quasi intégralité des acteurs de la lutte. Les votes se font à main levée avec, en premier lieu, la recherche du consensus. Les mandaterments pour aller porter la parole du comité à l'administration ou encore pour intervenir dans les coordinations nationales, sont le plus souvent révocables et impératifs.

De même, les coordinations nationales sont un véritable exemple de fédéralisme des facultés mobilisées. Celles-ci sont le moyen de prendre état de l'avancée du mouvement au niveau national, de tirer des positions communes concernant les revendications et les perspectives à donner à la lutte.

L'autogestion, dans les mouvements étudiants, apparaît bien comme une valeur acquise au cours des nombreuses luttes qu'a connues le milieu universitaire depuis pas mal d'années déjà. Cette forme d'organisation affiche une grande

méfiance vis-à-vis des différents partis politiques, syndicats bureaucratiques et autres récupérateurs de révolte. Malgré cette vigilance de la part des grévistes, les organisations autoritaires et manipulatrices tentent par tous les moyens d'infiltrer ces mouvements et d'en prendre les commandes.

Détournement des pratiques par les partisans de l'ordre

Quand les quelques politiciens, les syndicalistes réformistes et autres casseurs de grève infiltrent les assemblées générales, ce n'est pas dans un souci de construire le mouvement, mais bien au contraire de le pervertir. Ainsi, les parasites de la lutte viennent nous rabâcher la « bonne parole », leur vision du mouvement et leur critique du mode de fonctionnement. Mode de fonctionnement décidé, rappelons-le par les étudiants grévistes eux-mêmes. En fait, ce qui gêne ces apprentis politiciens, c'est la structuration autogestionnaire et libertaire de la lutte.

Pour eux, l'assemblée générale devient alors un terrain de manoeuvre bureaucratique et le théâtre de toutes les manipulations possibles.

Leur but n'est pas de bâtir un mouvement de grève avec les étudiants investis intégralement dans la lutte, mais de tout faire pour d'imposer leur programme politique avec des vues électoralistes. Ils peuvent aussi imposer une position syndicale dans le but de « négocier » avec les puissants de la nation.

Ainsi, au cours des premières coordinations nationales étudiantes, en 2009, nous avons pu voir l'Unef, « premier syndicat étudiant de France », envoyer un nombre conséquent de leurs membres les plus caricaturaux afin de pourrir le débat. Mandatés par des assemblées générales qui n'ont pas résisté à la pression de ces petits bureaucrates en herbe, ces deniers détournent les réelles attentes étudiantes en imposant la

pratique des mandats « semi impératifs » ou des mandats « libres ». Au bout du compte, ce sont de revendications syndicales qui sont soumises au vote dans des coordinations sensées faire remonter les revendications des étudiants véritablement en lutte...

Le NPA, nouveau parti des anciens trotskards en quête d'une nouvelle image, a lui aussi tenté le coup de la manipulation. Un comité de pilotage national du mouvement anti-LRU a été proposé en coordination nationale ! C'était bien essayé, mais les étudiants n'ont pas été dupes, d'autant que la manipulation était vraiment grossière...

Les pratiques autogestionnaires mises en place par les grévistes sont donc contrecarées par ces tentatives de récupération des politicards, toujours prêts à mettre la main sur un mouvement qui les dépasse largement.

Les assemblées générales sont autant de tribunes pour les politiciens en herbe et pour les anti-grévistes qui trouvent là un lieu propice à leurs saloperies. Ils peuvent cracher à souhait sur le mouvement lancé et géré par les étudiants. Au lieu de construire la lutte, l'assemblée est dès lors gangrenée par des petits « marquis » désireux de reprendre leurs cours ou des opposants réactionnaires qui essaient par tous les moyens de récupérer les étudiants les moins impliqués dans la mobilisation.

La question qu'il faut se poser est : que font des anti-grévistes dans des assemblées générales de grève, sensées réfléchir sur les actions à mener et les formes que doit prendre la lutte ?

Pourquoi accepter des individus qui participent à des assemblées sans leur reconnaître la moindre légitimité et qui ne désirent aucunement respecter les décisions qui y seront prises ?

Malgré toutes ces difficultés, la lutte continue dans beaucoup d'universités encore, là où les tentatives de pourrisse-

ment par les tenants de l'ordre (de gauche ou de droite) ont été balayées sans trop de difficultés.

Le sens de ces pratiques

Le choix de l'autogestion n'est pas pris par les étudiants dans le seul but de lutter contre les réformes libérales qui écrasent l'université. Il n'est pas uniquement un mode de fonctionnement entre tant d'autres... il définit clairement le projet de société sous-jacent au refus d'une université toute entière liée au capital.

Ainsi nous pouvons éviter de nous poser ces questions : pourquoi les étudiants choisissent-ils de créer un comité de grève sans hiérarchie, avec un fonctionnement horizontal et rotation des tâches ? Pourquoi une démocratie directe en assemblée générale, des mandats révocables et impératifs ? Quel sens peut prendre la réappropriation des bâtiments et l'autogestion de ces occupations ? Est-il innocent de vouloir fédérer les diverses facs mobilisées à la manière du fédéralisme libertaire que nous prônons au sein de notre organisation ?

Ces pratiques autogestionnaires mettent bien en évidence ce désir de construire une autre société. Une société libérée des aliénations que l'État et ses sbires nous imposent. Loin de l'individualisme et des rapports de domination, loin de la servitude quotidienne et de la délégation de pouvoir, les étudiants façonnent dans leurs universités respectives la société qu'ils désirent. Une société libertaire basée sur l'entraide, la gestion de la cité par ceux qui y vivent, la participation égale de tous les membres de la commune ...

A l'usine, au bureau ou à la fac, libérons-nous de tout ce qu'on nous impose !

Fabien G. (Perpignan)

NE VOTONS PAS AUX EUROPÉENNES VOTONS LA GRÈVE RECONDUCTIBLE !

Les élections européennes approchent et se profilent avec elles un nouveau lot d'espoirs déçus, de promesses non tenues, de tripatouillages politiques, d'abdications dans la volonté de prendre nos vies en main et de construire des luttes sociales d'envergure.

A travers toute l'Europe, la racaille capitaliste et étatique brise de plus en plus la vitrine de l'État-social, démantèle petit à petit tout ce qui reste de conquêtes sociales et ré-organise une nouvelle distribution vers les plus riches, alors que les opprimés s'appauvrissent et subissent leur violence quotidiennement. Tout ce qui reste du service public se vend, le chômage et la précarité montent en flèche, les conditions de vie des classes populaires se détériorent en même temps que les bénéfices de la bourgeoisie augmentent, les politiciens et leurs chiens de garde exercent de plus en plus de contrôle sur nos vies.

Ces mesures ne sont pas mises en place dans toute l'Europe par hasard. Elles constituent l'application des traités fondateurs du Super État européen construit par les États « nationaux » : Maastricht, Schengen, Amsterdam, Rome... Elles sont l'application de décisions du Conseil des ministres, de décisions « sociales » de la Cour de Justice des communautés européennes qui vont dans le sens de la défense de l'entreprise et contre le droit des sala-

rié-e-s. Les droits des entreprises (en fait le droit des actionnaires et des patrons) s'apparentent, en droit européen, à des « libertés fondamentales » quand les droits des salarié-e-s sont du ressort de la compassion des États membres, à eux de choisir ce qui est bon pour leurs propres ressortissants... à condition que cela ne défrise pas la Cour de Justice des communautés européennes. La Commission Européenne, la Cour de Justice des communautés européennes, les conseils de ministres décident et exécutent, le Parlement européen cautionne. Aucune de ces instances n'est responsable devant le Parlement européen qui ne peut ni légiférer ni orienter des choix politiques. Y compris dans une logique « réformatrice », la participation à ces élections est une véritable gageure, tant le Parlement européen a un pouvoir affaibli. La considération qu'ont les États de l'avis du peuple s'est encore mesurée dans le traitement des différents référendums organisés à travers l'Europe : soit ils réorganisent des votes (Danemark, Irlande) jusqu'à l'obtention de la réponse voulue, soit ils ne tiennent absolument pas compte du résultat du vote (comme ça été le cas pour le vote contre la constitution européenne en France).

La voie à trouver se situe donc exclusivement sur le terrain social. Des réactions sociales ont émergé à travers l'Europe, d'Islande en Espagne, de la Grèce aux pays

Baltes, et même au pays où « on a un des meilleurs systèmes sociaux au monde, ». Elles font peur au pouvoir et montrent bien que la population vivant en Europe n'est pas tout à fait consentante, ne reste pas soumise. Mais ces réactions restent insuffisantes : la crise que les patrons et les États veulent nous faire payer nécessite un mouvement social massif et revendicatif qui construira la grève générale et passera à l'offensive.

Dans les urnes on perd à tous les coups

Loin de cette perspective, ces élections européennes représentent d'abord pour les partis en France (comme ailleurs en Europe) un positionnement sur l'échiquier politique national et une course à la pompe à fric électorale; c'est la course à l'échalote pour toucher les subsides de l'État dont tous les partis sont dépendants.

L'UMP va essayer de limiter la casse à ces élections mais le gouvernement peut rester serein; contrairement aux discours des électoralistes, une supposée défaite du parti présidentiel ne modifierait en rien l'avalanche de mesures anti-sociales; les déculottées prises par ce parti au profit des socialistes aux dernières élections régionales et dans une moindre mesure aux municipales n'y a rien changé. Le principal argument de vote pour le P.S, toujours englué dans des batailles de pouvoir et qui assume pleinement la gestion

du système capitaliste, ne tient donc pas la route. Le MODEM joue encore une fois sa survie : sans quelques postes, le chef auto-proclamé providentiel Bayrou risque de rester bien seul

Le F.N espère se refaire une santé grâce à ce scrutin à la proportionnelle (merci tonton) et attend le retour dans son giron des déçus du sarkozysme.

A gauche du P.S tout le monde se tire la bourre pour prendre la place laissée vacante par un P.C moribond.

Tous ceux et toutes celles qui rejettent dans les discours une Europe anti-sociale et anti-démocratique contre laquelle ils avaient appelé à voter NON, se précipitent dans la bataille pour gagner quelques postes de dirigeants de cette même Europe ... Vraie contradiction.

Vraie contradiction aussi, d'appeler à l'unité contre le gouvernement et d'aller à la bataille dans la division la plus totale : le PC fait front avec le PDG (Parti de Gauche) pour sauver les meubles, les Verts bidouillent dans l'alliance hétéroclite «Europe Écologie » qui regroupent des alter mondialistes sauce Bové tout en draguant le chiraquien Nicolas Hulot, le NPA essaie de surfer sur la vague médiatique autour de sa fondation et de son leader charismatique. Les trotskystes assumés de Lutte Ouvrière suivent comme toujours leurs propres lignes.

Le N.P.A semble tenir la corde. Pourtant déjà à l'intérieur du parti, les pratiques autoritaires des aparatchiks de la LCR commencent à heurter ceux et celles qui plus ou moins naïvement sont tombé-e-s dans le panneau : les têtes de liste ont été attribuées aux liguards, et les prises de décisions internes font déjà polémiques¹. Bref le vernis libertaire ne résiste pas au centralisme démocratique.

Au-delà de leurs divisions, il n'y a rien à attendre d'une recomposition à gauche dès lors qu'elle s'inscrit sur le plan électoral. Elle répèterait les impasses du passé et ses renoncements avec la prise de pouvoir et la gestion du système, de Mitterrand à Lula, les résultats et les désillusions ont toujours été les mêmes. Toutes ces formations entretiennent la croyance que la couleur politique des élus peut jouer dans le sens de notre émancipation, dans l'amélioration de nos conditions de vie. Mais la politique n'est pas une question d'intention ou d'honnêteté, de discours plus ou moins radicaux. La couleur politique des gestionnaires des intérêts capitalistes a peu d'importance dès lors que ces intérêts fondamentaux ne sont pas remis en cause. Ils ne peuvent l'être de toute façon dans le

cadre de l'Etat : cette institution n'a rien de neutre, elle est l'instrument de pouvoir au service d'une minorité contrôlant l'économie (les milliards raquettés par de les états au profit des banquiers le démontre encore!).

Il n'y a donc pas de temps à perdre avec dans les élections européennes pour tous ceux et celles qui veulent mettre un frein à la dégradation sociale et à la fascisation des esprits. Si les X millions de personnes qui votent à travers l'Europe contre la politique de leur gouvernement descendaient dans la rue, ils/elles pourraient bien plus certainement faire valoir leurs choix. Par contre, tous les votes, y compris ceux qui se qualifient de protestataires, légitiment la prise de pouvoir des gagnants et les mauvais coups qu'ils ne manqueront pas de porter, « élus démocratiquement ».

Passer de la grève d'expression à une grève de confrontation

Dans un contexte social où la construction de la grève générale est nécessaire, les élections européennes sont un frein à cette perspective. Les partis de gauche et d'extrême gauche ont plus intérêt à entretenir un climat de mécontentement larvé qu'ils espèrent

capitaliser au moment des élections que d'oeuvrer à une confrontation sur le terrain social qu'ils ne maîtrisent pas. Ainsi malgré les discours et déclarations d'intention de certains de ces partis autour de la grève générale (le NPA notamment), des cadres syndicaux qui appartiennent à ces mêmes partis participent et accompagnent sans broncher la stratégie perdante des grèves de 24 h sans lendemain ... Et l'énergie des militant-e-s va passer dans l'auto-promotion électorale et non dans la construction réelle du rapport de force social ...

Nous devons passer des grèves et manifestations d'expression d'un mécontentement à des grèves de confrontation avec le pouvoir. Cela passe par une grève qui dure et fait mal au porte-monnaie des possédants; nous devons renouer avec des grèves actives qui emploient des méthodes comme les occupations des lieux de travail, les blocages des centres économiques névralgiques etc.

La radicalité qui s'est exprimée dans certaines actions de salariés contre leurs licenciements (séquestration de patrons et de cadres, sabotage ou réquisition des outils de production) nous montre la voie à suivre mais nécessite d'être étendue dans une confronta-

tion large.

A nous aussi d'amener à une remise en question de l'organisation du travail et de la société actuelle.. Et bien sûr, à nous de faire que toutes ces luttes se fédèrent ensemble pour faire émerger un nouveau rapport de force social mais aussi un projet de société émancipateur, égalitaire et libertaire.

Giorgos et Gilles (groupe UAF de Montpellier)

1: Voir l'article de Sylvia Zappi « Des militants du parti de M. Besancenot dénoncent un "bug démocratique" » dans le Monde du 26/03/09

DROIT DES FEMMES : DES CONQUÊTES MENACÉES ET ENCORE BEAUCOUP À GAGNER

Aujourd'hui, les droits économiques, sociaux et culturels des femmes sont en régression et celles-ci sont particulièrement touchées par la précarité, la pauvreté et les violences. L'ordre moral est de retour, ne nous y trompons pas : si les propos du Pape sur le préservatif, prononcés sur le continent le plus sévèrement touché par le sida, font scandale, à juste titre, ceci ne doit pas masquer une véritable offensive actuelle, notamment menée par l'État, contre les femmes.

Les attaques contre le droit à l'avortement se multiplient : deux décrets d'août 2008, donnant un début de statut juridique au fœtus, permettent d'inscrire un enfant mort-né au livret de famille, sans délai de gestation. Les associations anti-avortement se frottent les mains : ces décrets ouvrent la voie juridique à la repénalisation de l'avortement, comme l'amendement Garraud en mars 2003 qui proposait un « délit d'IVG » dans le cadre de la loi Perben et qui fut rejeté par le Sénat en janvier 2004. L'absence de réelle formation des praticiens sur cet acte, le maintien de la « clause de conscien-

ce » des médecins leur permettant de refuser de pratiquer une IVG remettent également en cause l'accès réel au droit à l'avortement.

Parallèlement, le gouvernement a tenté de réduire de 42% le budget du Planning Familial. Après négociations et pétitions massives, il a finalement rétabli ces subventions mais en mettant en concurrence le Planning avec d'autres associations et en exigeant des « résultats » !

Autre attaque récente de l'État contre les droits des femmes, après avoir supprimé le Ministère des Droits des Femmes, le gouvernement démantèle le Service des Droits des Femmes et de l'Égalité, qui était chargé de la promotion de l'égalité salariale et professionnelle, de la lutte contre les violences faites aux femmes et de la préservation des acquis comme l'accès à la contraception et l'IVG. Ce, alors qu'en France, une femme meurt tous les 3 jours victime de violences conjugales et que 48000 femmes sont violées chaque année... A ce sujet, la « présumption de consentement », introduite dans la loi du 4 avril 2006 (article 222-22

CP), en matière de viol conjugal représente une régression sociale dramatique.

Dans le monde du travail, les inégalités s'aggravent et ce sont les femmes qui sont le plus touchées. S'il est maintenant connu qu'à travail égal, une femme gagne 20% de moins qu'un homme, il faut également mettre en avant qu'elles représentent 80% des salarié-e-s pauvres, 83% des emplois à temps partiel, la plupart imposés et avec des horaires flexibles, sous le prétexte qu'elles devraient s'occuper des enfants, dans une conception sexiste de la répartition des tâches domestiques.

Contrôler le corps des femmes, leur sexualité, leur vie, c'est l'arrière fond de telles attaques, la logique capitaliste et celle du système de domination masculine se rejoignant et se renforçant mutuellement. C'est le cas également de la politique raciste de répression de l'immigration, qui accroît la précarité des femmes sans-papiers, et les expose ainsi plus facilement à l'exploitation, aux violences, aux contraintes des intégrismes religieux, aux mariages forcés ou aux

mutilations sexuelles. Peut-on brader l'accès aux soins, la liberté de choisir sa sexualité ? Peut-on nier que ce sont les femmes et les adolescentes des classes populaires qui en paieront les frais ? On sait qu'en temps de crise, les pratiques sexistes et réactionnaires auront tendance à se renforcer.

Nous dénonçons ces agressions contre la liberté et l'autonomie des femmes. Nous rappelons notre exigence historique : contraception, avortement, libres, gratuits, et accessibles ! Il nous faut rester vigilantes et se mobiliser sur ces questions. Le combat des femmes, c'est le combat de toutes et de tous, pour une société plus humaine, plus juste, une société libertaire. Ce n'est que par des luttes, parfois anciennes, et des comportements neufs que nous briserons les tabous, les clichés et les inégalités.

Relations Extérieures de la CGA

50 ans de luttes pour le droit à l'avortement

Depuis 1956 et les premières « Maternités heureuses » (clandestines), l'histoire du Planning familial est étroitement liée à celle des luttes féministes. Volonté de maîtrise de sa sexualité, luttes pour l'accessibilité aux moyens de contraception s'y affirment précocement... et dans l'illégalité jusqu'en 1967. 1967 c'est aussi la date de la loi Neuwirth qui légalise l'accès aux moyens de contraception, alors que l'avortement est toujours considéré comme un crime. Conséquence, les avortements clandestins mettent la santé des femmes en péril, se réalisent la plupart du temps avec des moyens précaires, sauf pour celles qui ont les moyens de s'offrir les cliniques suisses. La morale dominante, catholique et largement façonnée par les hommes, soutient que la légalisation de l'avortement est synonyme de légalisation de conduites « non-responsables » et assimile clairement les femmes qui maîtrisent leur sexualité à des prostituées. C'est à cette époque que de nombreuses féministes, notamment par le biais du Mouvement de Libération des Femmes (MLF), commencent à revendiquer publiquement le fait de s'être faites avorter à l'étranger. Le manifeste des « 343 salopes » est signé par des femmes de renom : Simone de Beauvoir, Gisèle Halimi etc. Des bus sont organisés vers des pays où l'avortement est légal, et revêtus de banderoles du type « nous partons nous faire avorter en Allemagne ». En 1975, la loi Veil, à l'origine temporaire (fait extraordinaire pour une loi) est votée pour une durée de 5 ans, mais aux dires de beaucoup de militantes, elle ne va pas assez loin. Par exemple, et bien que cela fasse partie des promesses de campagne (non tenues) de

Mitterrand, il faudra attendre les manifestations de 1982 pour que l'IVG soit remboursée. Comble de l'hypocrisie, un fond à part entière de la Sécu sera alors créé, le « crédit pour l'avortement », histoire de calmer les esprits de ceux et celles qui ne veulent pas cotiser pour une pratique, pourtant libératrice, qu'ils condamnent. De plus, il faut attendre 2001 pour que soit abandonnée l'obligation d'entretien social préalable à l'avortement (exception faite encore aujourd'hui pour les mineures). Ces entretiens étaient jusqu'alors trop souvent l'occasion pour des interlocuteurs malhonnêtes de dissuader les femmes d'avorter et de leur faire la morale. C'est également en 2001 que le délai pour se faire avorter passe de 12 à 14 semaines depuis les dernières règles (il est de 22 semaines en Hollande). Surtout, la loi Veil fut malheureusement marquée par le compromis avec les ennemis du droit des femmes et avec la morale chrétienne. Par l'instauration d'une « clause de conscience », les médecins ne sont pas obligés de pratiquer l'avortement. Conséquence, la pratique de l'IVG devient fonction du militantisme des médecins et il perdure, dans certaines régions, de véritables déserts d'hôpitaux pratiquant l'IVG, ce qui oblige alors les femmes à se tourner vers des cliniques et donc de payer un acte pourtant censé être gratuit. De fait, aujourd'hui, les jeunes médecins ne sont pas toujours formés pour pratiquer des IVG et la gynécologie est de moins en moins pensée comme une spécialité dans les facultés de médecine... Des luttes sociales aux luttes internes aux institutions, la réalité du droit à l'avortement reste dépendante des rapports de force que nous sommes capables de soutenir.

APPEL POUR UN CAMP NO BORDER A CALAIS 23-29 JUIN

Le camp No Border de Calais est un projet mené par des militantEs françaisES et belges, et des groupes de soutien français en coopération avec le réseau No Borders britannique. Il vise à mettre en lumière la situation à Calais et dans le nord de la France, à construire des liens avec les communautés de migrantEs, à contribuer à développer les liens entre les groupes qui les soutiennent, et enfin défi à défier les autorités sur le terrain pour protester contre la répression croissante contre les migrantEs et les militantEs de la région.

Le camp revendique la liberté de circulation pour tous et toutes, la fin des frontières et des contrôles migratoires. Nous appelons à un mouvement radical contre les systèmes de contrôle qui nous divisent entre citoyenNEs et non-citoyenNEs, entre avec et sans papiers.

Pourquoi Calais ?

Nous avons choisi Calais pour deux raisons essentielles. C'est un lieu important dans l'histoire du développement des contrôles migratoires et depuis longtemps un goulet d'étranglement pour celles et ceux qui cherchent à se rendre en Grande-Bretagne. C'est surtout un lieu d'affrontement entre ceux qui veulent stopper toute migration vers l'Union Européenne et ceux qui luttent pour détruire les barrières entre les peuples, les frontières qui empêchent la liberté de circulation pour tous et toutes, et non pour quelques privilégiés.

Depuis le milieu des années 90, des dizaines de milliers de migrants ont vécu à Calais sans aucune ressource, contraints de dormir à la dure dans la « jungle » dans l'espoir de pouvoir un jour traverser la Manche vers l'Angleterre. En 1999, la Croix Rouge a ouvert un centre dans la ville voisine de Sangatte, mais celui-ci a dû fermer sous la pression conjuguée de la France et de la Grande-Bretagne. Depuis, une présence policière et une répression renforcées obligent des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants à errer dans la région de Calais et le long des côtes du

Nord de la France, de la Belgique et des Pays-Bas. Ils et elles sont régulièrement brutaliséEs par la police, victimes de gaz lacrymogènes, battuEs, arrêtéEs et enfermés régulièrement au Centre de Rétention Administrative (CRA) de Coquelles. La police brûle régulièrement leurs abris et les maigres possessions qu'ils contiennent. Les groupes qui les soutiennent en leur fournissant des repas et de l'aide humanitaire subissent une répression croissante par la police et plusieurs militantEs ont été arrêtéEs ces derniers mois. Pendant ce temps, le ministre de l'immigration Phil Woolas a appelé à la construction d'un centre de rétention permanent à l'intérieur du Port de Calais.

La partie la plus visible de l'iceberg

Calais n'est pourtant qu'une petite partie de l'ensemble des contrôles migratoires européens, une frontière interne majeure au sein



du système hi-tech des frontières européennes. Depuis le début des années 2000, l'UE s'emploie à construire « l'Europe Forteresse » en externalisant ses frontières en Asie et en Afrique avec des patrouilles frontalières en Méditerranée, en Lybie et sur la côte Ouest de l'Afrique grâce à l'agence Frontex (Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures), et via sa politique extérieure qui permet de payer des Etats, de l'Ukraine jusqu'au Maroc, pour effectuer à sa place le travail de prévention de l'immigration.

Les droits des migrants sont aussi ceux des travailleurs

A travers ce système de contrôle aux frontières, les autorités créent deux sortes de migrants: une minorité de migrants « qualifiés », considérés comme « utiles » à l'état, et une majorité de travailleurs sans papiers, à laquelle aucun droit n'est garanti et qui se retrouvent donc exploités à loisir sur le marché du travail. C'est pourquoi notre combat pour la liberté de circulation est également un combat pour les droits de tous les travailleurs.

La solidarité transnationale marche!

Etablir des liens en travaillant ensemble nous permet d'échanger de l'information à

un niveau transnational, et ainsi d'exploiter les failles et les fissures de cette « Europe Forteresse ». En novembre dernier, c'est en partie grâce à un effort de solidarité transnationale que la déportation organisée de réfugiés afghans de Calais à Kaboul a pu être empêchée.

Camper et Faire Campagne contre les Frontières

Ce camp s'inscrit dans la tradition des camps No Border organisés à travers le monde depuis les années 90. Comme le camp de Lesbos au mois d'août prochain, ce sera un espace pour partager des informations, des compétences et des expériences, un espace pour préparer et réaliser des actions contre le système des frontières qui nous divise tous et toutes. Depuis des siècles, les puissances impérialistes européennes exploitent la terre, les ressources et les populations de la majorité de la planète pour s'enrichir et devenir plus puissantes, semant sur leur passage la guerre, la destruction de l'environnement et des inégalités criantes. Tenter le voyage vers le Royaume Uni, c'est lutter contre cette injustice. La situation calaisienne est une conséquence de la politique d'immigration britannique et nous appelons les groupes, réseaux et individus à agir à travers la Manche pour participer au mouvement global de solidarité qui défend leur droit qui défend leur droit à la circulation à travers les frontières.

Egalité des droits pour touTEs!
Personne n'est illégal. Liberté de circulation et d'installation pour touTEs!

Contacts:

<http://calaisnoborder.eu.org/>
<calais@riseup.net>

<http://london.noborders.org.uk/calais2009>

Contact à Calais:
noborder-groulocal-calais@hotmail.fr

Infos à propos du camp No Border de Lesbos :
noborder.lesvos.2009@gmail.com

Pour contacter la Coordination des Groupes Anarchistes:

Site Internet: <http://www.c-g-a.org/public/>

E-mail: secretariat@c-g-a.org

Secrétariat: CES, BP 40 233

66002 PERPIGNAN CEDEX

La CGA à Perpignan

Groupe Puig Antich (Secrétariat CGA)

2, rue Théodore Gautier

Ecrire à: C/O CES, BP 40 233

66002 PERPIGNAN CEDEX

E-mail: antich@wanadoo.fr

Permanence tous les samedis de 15 à 19 heures

La CGA à Montpellier

Groupe Un Autre Futur

20, Rue Terral, 34000 MONTPELLIER

permanences le samedi de 15h à 19h

E-mail: groupe-uaf@c-g-a.org

La CGA à Toulouse

Groupe Albert Camus

36, Rue de Cugnaux, 31300 TOULOUSE

E-mail: groupe-albert-camus@c-g-a.org

Permanences le Mardi de 18h à 20h.

La CGA à Lyon

Groupes de Lyon,

Librairie la Plume Noire

19, rue Pierre Blanc, 69001 Lyon

Librairie ouverte du Mercredi au Vendredi de

17h à 19h, le Samedi de 15h à 19h.

E-mail: groupe-lyon@c-g-a.org

<http://www.laplumenoire.org/>

La CGA à Auch

Liaison Auch

écrire au secrétariat

La CGA dans la Cerdagne et le Capcir

Groupe Mata Negra

écrire au secrétariat

E-mail: matanegracga@yahoo.fr

La CGA en région Parisienne

Groupe de Seine-Saint-Denis

E-mail: liaison93@c-g-a.org

La CGA dans la Sarthe

Groupe du Mans

Permanence tous les samedis

de 14h30 à 17h, salle 10, 3ème étage

de la maison des associations

E-mail: cga72@no-log.org

La CGA dans le Nord

Groupe D'Anarchistes de Lille et Environs

GDALE c/o CCL

4 rue de Colmar, 59000 LILLE

E-mail: 1groupeanarlille@no-log.org

<http://lille.cybertaria.org/gdale>

La CGA dans le Haut-Forez

Groupe Haut-Forez

E-mail: cga.haut-forez@laposte.net

La CGA dans le Cantal

Groupe Cantal

écrire au secrétariat

E-mail: cga15@no-log.org

La CGA dans l'Aveyron

Liaison Aveyron

écrire au secrétariat

La CGA dans l'Aude

Liaison Carcassonne

écrire au secrétariat

La CGA dans l'Indre-et-Loire

Groupe de Tours

E-mail: cga.tours@gmail.com

La CGA dans les Cévennes

Liaison cévenole

E-mail: cga_cevenol@no-log.org

La CGA dans le Calvados

Liaison El Quico Sabate

E-mail: elquicosabate@c-g-a.org

La CGA dans l'Ile-et-Vilaine

Liaison Redon

E-mail: cga.redon@gmail.com

Infos et Analyses Libertaires

Journal de la

Coordination des Groupes Anarchistes

Directeur de la publication:

Edward Sarboni

Rédaction et administration:

C.E.S. BP 40 233

66002 Perpignan cedex

ISSN 07514530

Dépot légal 2ième trimestre 2009

N° 77

Conception graphique: NONO et Jièmté

Impression: I 34, Toulouse

Ce journal aborde des thèmes qui vous intéressent! Vous souhaitez soutenir la Coordination des Groupes Anarchistes! Faites-nous le savoir en demandant 3 N° gratuits, ou en vous abonnant à 6 N° pour un an, au prix de 8 Euros. Remplir le formulaire ci-dessous et l'envoyer au secrétariat. Si une version informatique vous convient mieux, téléchargez-la sur notre site Internet.

Nom:	<i>Souhaite recevoir 3 N° Infos & Analyses libertaires gratuits (Envoyer un courrier avec 3 enveloppes format A4 comportant votre adresse et timbrées à 0,64€).</i>
Prénom:	
Adresse:	<i>Souhaite s'abonner pour un an. Joindre un chèque de 8 € à l'ordre de l'AAC à envoyer à : CGA, 36, rue de cugnaux, 31300 toulouse (Abonnement de soutien: 15 Euros)</i>
Code postal:	
Ville:	